

Rapport de gestion de

GOODFOOD MARKET CORP.

Période de 52 semaines close le 3 septembre 2022

TABLE DES MATIÈRES

BASE DE PRÉSENTATION	3
FAITS SAILLANTS FINANCIERS	4
INFORMATION PROSPECTIVE	5
PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS.....	7
SURVOL DE LA SOCIÉTÉ	9
PERSPECTIVES FINANCIÈRES	9
APERÇU DE L'EXERCICE 2022	11
PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS – RAPPROCHEMENT	12
RÉSULTATS D'EXPLOITATION – QUATRIÈME TRIMESTRE DES EXERCICES 2022 ET 2021	14
RÉSULTATS D'EXPLOITATION – EXERCICES 2022 ET 2021	15
SITUATION FINANCIÈRE	17
SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	19
PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	23
TENDANCES ET CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS	25
GESTION DES RISQUES FINANCIERS.....	25
RISQUE D'ENTREPRISE	26
ARRANGEMENTS HORS BILAN, OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AUTRES ENGAGEMENTS	26
INSTRUMENTS FINANCIERS.....	26
PARTIES LIÉES.....	27
PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS.....	27
DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION	28
UTILISATION DU PRODUIT TIRÉ DES APPELS PUBLICS À L'ÉPARGNE	28
INFORMATION SECTORIELLE	29
POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDE	29
JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS.....	29
CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES	31
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	32

BASE DE PRÉSENTATION

Ce rapport de gestion a pour but d'aider les lecteurs à comprendre l'environnement commercial, les tendances et les changements importants dans les résultats d'exploitation et la situation financière de Goodfood Market Corp. et de ses filiales (la « Société » ou « Goodfood ») pour les périodes de 52 semaines closes le 3 septembre 2022 et le 31 août 2021 et il doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes pour la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022. Il y a aussi lieu de se reporter au communiqué de presse de Goodfood annonçant ses résultats de la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022 qui a été publié le 2 décembre 2022. Les rapports trimestriels, le rapport annuel et la notice annuelle de la Société se trouvent sur SEDAR au www.sedar.com et dans la section « Investisseurs – Information financière » de notre site Web : <https://www.makegoodfood.ca/fr/investisseurs>. Les communiqués de presse sont disponibles sur SEDAR et dans la section « Investisseurs – Communiqués de presse » de notre site Web.

Les états financiers consolidés annuels audités de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et l'information financière figurant dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états.

En septembre 2021, la Société a changé sa date de fin d'exercice, passant d'une date de clôture fixe le 31 août de chaque année à une date de clôture variable qui correspond au premier samedi de septembre de chaque année, afin d'être alignée sur les sociétés comparables ayant des dates de clôture variables. En conséquence, la Société suit un cycle d'information de 52 semaines, mais ajoutera une 53^e semaine tous les cinq ou six ans. Pour l'exercice 2022, le quatrième trimestre clos le 3 septembre 2022 comprend un jour de moins que le quatrième trimestre de l'exercice 2021 et la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022 comprend trois jours de plus que l'exercice 2021. Par souci de simplicité, au cours de cette année de transition, nous nous référons à la période de 13 semaines close le 3 septembre 2022, qui comprend 13 semaines, nous nous référons à la période de 13 semaines close le 31 août 2021, même si elle comprend 13 semaines et un jour; nous nous référons à la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022, qui comprend 52 semaines et quatre jours, et nous nous référons à la période de 52 semaines close le 31 août 2021, même si elle comprend 52 semaines et un jour.

Les états financiers consolidés pour la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022 ont été préparés selon le principe de la continuité d'exploitation de la Société, ce qui suppose que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cours normal de ses activités dans un avenir prévisible et qu'elle sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes et obligations dans le cours normal de ses activités. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022, la Société a conclu une lettre de tolérance avec ses prêteurs en raison du non-respect de certaines clauses restrictives de nature financière. Les prêteurs ont convenu de tolérer de tels manquements aux clauses restrictives, sous réserve de certaines conditions, notamment en empêchant Goodfood de recourir à la tranche renouvelable de la facilité sur laquelle, à ce jour, il n'y a aucun encours outre des lettres de crédit. Par ailleurs, la Société a lancé le projet Blue Ocean, qui consiste en une révision de ses activités et de ses opérations afin de réaliser des gains d'efficacité, de dégager à nouveau un BAIIA ajusté¹⁾ positif d'ici le premier semestre de 2023 et de paver la voie à des flux de trésorerie positifs et à une croissance rentable à long terme. Dans le cadre du projet Blue Ocean, la Société a optimisé son réseau d'installations de fabrication grâce au regroupement de plusieurs installations partout au Canada et la Société a mis fin à son service Goodfood Sur Demande, ce qui a donné lieu à des charges de dépréciation des actifs non financiers de 46,1 millions de dollars et à un montant de 1,2 million de dollars au titre de l'abandon de produits d'épicerie relatifs à Goodfood Sur Demande au quatrième trimestre de 2022. La capacité de la Société à poursuivre son exploitation est tributaire des initiatives, y compris celles du projet Blue Ocean, en cours de réalisation ou de sa capacité à obtenir du financement supplémentaire pour répondre à ses besoins prévus en trésorerie au titre du fonds de roulement et des dépenses d'investissement exigées. Par conséquent, et dans le contexte des initiatives du projet Blue Ocean et de la situation actuelle à l'égard de la facilité de crédit et

¹⁾ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures.

des besoins financiers de la Société, il existe une incertitude significative relativement à la capacité de la Société à poursuivre son exploitation.

Tous les montants sont libellés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire, et toutes les mentions de 2022 se rapportent à l'exercice 2022 et toutes les mentions de 2021 se rapportent à l'exercice 2021, sauf indication contraire.

Dans les présentes, les références à « nous », « notre », « Goodfood » et la « Société » renvoient à Goodfood Market Corp. et à ses filiales entièrement détenues.

Pour déterminer si une information est importante, la direction se demande si la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver les titres de la Société serait vraisemblablement influencée ou modifiée si cette information était omise ou présentée de façon inexacte, et elle communique les informations importantes en conséquence.

À moins d'indication contraire, les informations contenues dans le présent rapport de gestion sont à jour au 2 décembre 2022.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Cette section présente un résumé de notre performance financière pour le quatrième trimestre de l'exercice 2022 par rapport à la période correspondante de 2021 et pour l'exercice 2022 par rapport à la période correspondante de 2021. Nous présentons des paramètres afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris des paramètres qui ne sont pas reconnus selon les IFRS. Les définitions de ces mesures financières non conformes aux IFRS sont présentées à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion et constituent des paramètres importants à prendre en considération pour analyser notre performance. Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, selon le cas, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS – Rapprochement » du présent rapport de gestion.

FAITS SAILLANTS – COMPARAISON DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2022 ET DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2021

- Les ventes nettes ont diminué de 29,0 millions de dollars, ou 37 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour s'établir à 50,4 millions de dollars.
- La marge brute s'est établie à 28,3 %, soit une hausse de 5,4 points de pourcentage, et le bénéfice brut s'est chiffré à 14,3 millions de dollars, en baisse de 3,9 millions de dollars, ou 21 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La marge brute et le bénéfice brut comprennent une dépréciation de 1,2 million de dollars au titre de l'abandon de produits d'épicerie relatifs à Goodfood Sur Demande.
- La marge brute ajustée¹⁾, qui exclut une charge de dépréciation de 1,2 million de dollars au titre de l'abandon de produits, s'est établie à 30,7 %, en hausse de 7,8 points de pourcentage et le bénéfice brut ajusté¹⁾ s'est chiffré à 15,5 millions de dollars, en baisse de 2,7 millions de dollars, ou 15 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- La perte nette s'est établie à 58,4 millions de dollars, contre 22,1 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2021, ce qui représente une augmentation de la perte nette de 36,3 millions de dollars. Par suite des initiatives du projet Blue Ocean, la perte nette comprend une charge de dépréciation de 46,1 millions de dollars et une dépréciation de 1,2 million de dollars au titre de l'abandon de produits d'épicerie relatifs à Goodfood Sur Demande.
- La marge du BAIIA ajusté¹⁾ s'est chiffrée à (3,8) %, soit une amélioration de 18,6 points de pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

¹⁾ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures.

- Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont totalisé 13,1 millions de dollars, ce qui représente une amélioration de 10,6 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Le nombre de clients actifs¹⁾ s'est établi à 157 000, comparativement à 249 000 pour le trimestre correspondant de 2021.

FAITS SAILLANTS – COMPARAISON DE L'EXERCICE 2022 ET DE LA PÉRIODE CORRESPONDANTE DE 2021

- Les ventes nettes ont diminué de 110,6 millions de dollars, ou 29 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 268,6 millions de dollars.
- La marge brute s'est établie à 25,3 %, soit un recul de 5,3 points de pourcentage, et le bénéfice brut s'est chiffré à 68,1 millions de dollars, en baisse de 48,0 millions de dollars, ou 41 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La marge brute et le bénéfice brut comprennent une dépréciation de 1,2 million de dollars au titre de l'abandon de produits d'épicerie relatifs à Goodfood Sur Demande.
- La marge brute ajustée¹⁾, qui exclut une charge de dépréciation de 1,2 million de dollars au titre de l'abandon de produits, s'est établie à 25,8 %, soit un repli de 4,8 points de pourcentage et le bénéfice brut ajusté¹⁾ s'est chiffré à 69,2 millions de dollars, en baisse de 46,9 millions de dollars, ou 40 %, par rapport à l'exercice précédent.
- La perte nette s'est établie à 121,8 millions de dollars, contre 31,8 millions de dollars pour la période correspondante de 2021, ce qui représente une augmentation de la perte nette de 90,0 millions de dollars. Par suite des initiatives du projet Blue Ocean, la perte nette comprend une charge de dépréciation de 46,1 millions de dollars et une dépréciation de 1,2 million de dollars au titre de l'abandon de produits d'épicerie relatifs à Goodfood Sur Demande.
- La marge du BAIIA ajusté¹⁾ s'est chiffrée à (15,2) %, soit un recul de 11,2 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont totalisé 59,0 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 42,6 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion comporte des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables au Canada, y compris entre autres des informations sur nos objectifs et les stratégies que nous mettons en œuvre pour les réaliser, de même que des renseignements quant à nos croyances, nos plans, nos attentes, nos perspectives, nos hypothèses, nos estimations, et nos intentions, y compris, mais sans s'y limiter, les énoncés compris à la rubrique « Perspectives financières » du rapport de gestion. On reconnaît les déclarations prospectives à l'utilisation de mots ou d'expressions tels que « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « envisager », « prévoir », « croire » ou « poursuivre », ainsi qu'à l'emploi du futur ou du conditionnel, la formulation négative de ces mots et expressions, y compris des références à des hypothèses, bien que ce ne soit pas toutes les déclarations prospectives qui englobent ces mots et expressions. Les déclarations prospectives ont pour but d'aider le lecteur à comprendre la Société, ses activités, son exploitation, ses perspectives et les risques qu'elle encourt à un moment donné dans le contexte des tendances passées, de la conjoncture actuelle et d'événements futurs possibles; par conséquent, le lecteur est avisé que cette information pourrait ne pas se prêter à d'autres fins.

¹⁾ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures.

Les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses et elles peuvent comporter un certain nombre de risques et d'incertitudes, dont la plupart sont indépendants de notre volonté et qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont présentés dans de telles déclarations prospectives. Ces risques et incertitudes comprennent notamment les facteurs de risque suivants dont il est question plus en détail à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de la Société pour la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022 disponible sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com : les antécédents limités en matière d'exploitation, les flux de trésorerie négatifs liés aux activités d'exploitation et la perte nette, le risque lié à la poursuite de son exploitation, l'industrie alimentaire, notamment les niveaux d'inflation actuels du secteur, les répercussions de la pandémie de COVID-19 et l'apparition de variants de la COVID-19, les inquiétudes suscitées quant au contrôle de la qualité et à la santé, la conformité réglementaire, la réglementation de l'industrie, les questions de santé publique, les rappels de produits, une atteinte à la réputation de Goodfood, les perturbations dans le transport, l'entreposage et la livraison de denrées périssables, la responsabilité associée aux produits, les activités syndicales, les tendances en matière de regroupement, la possession et la protection de la propriété intellectuelle, l'évolution du secteur d'activité, la dépendance à l'égard de la direction, l'incapacité d'attirer et de fidéliser des employés clés pouvant entraver la capacité de la Société à exercer efficacement ses activités et à atteindre ses objectifs financiers, les facteurs pouvant avoir un impact sur l'atteinte des cibles de croissance, l'incapacité de réagir efficacement à l'évolution des tendances de consommation, la concurrence, la disponibilité et la qualité des matières premières, la réglementation en matière d'environnement et de santé et sécurité des membres du personnel, l'incapacité de l'infrastructure de TI de la Société à soutenir les exigences des activités de la Société, les interruptions ou les failles en matière de sécurité en ligne et les attaques par déni de service, la fiabilité des centres de données, la conformité aux modalités de licences de logiciels ouverts, les besoins futurs en capitaux, le risque d'exploitation et le risque assuré, la gestion de la croissance, le nombre restreint de produits, les conflits d'intérêts, les litiges, les sinistres catastrophiques, les risques associés aux paiements des clients et des tierces parties, le fait que la Société soit accusée de violation des droits de propriété intellectuelle d'autrui, ainsi que le changement climatique et les risques liés à l'environnement. Cette liste de risques susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société n'est pas exhaustive. D'autres risques que la Société ne connaît pas à l'heure actuelle ou qu'elle ne juge pas importants pourraient aussi faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés dans ses déclarations prospectives. Bien que les déclarations prospectives contenues dans les présentes soient fondées sur des hypothèses que nous considérons comme étant raisonnables, les lecteurs sont priés de ne pas s'y fier indûment puisque les résultats réels peuvent être différents de ces déclarations. Lors de la préparation des déclarations prospectives, certaines hypothèses ont été posées concernant la disponibilité des sources de financement, le rendement de l'entreprise, la conjoncture et la demande des clients. En outre, les informations et les attentes énoncées dans le présent rapport de gestion pourraient changer de manière importante du fait qu'elles sont assujetties à la durée et à la gravité de la pandémie de COVID-19 et l'apparition de variants de la COVID-19 ainsi que leur incidence sur la demande de produits, la mobilité de la main-d'oeuvre, la continuité de la chaîne d'approvisionnement et d'autres éléments hors de notre contrôle. Par conséquent, toutes les déclarations prospectives contenues dans les présentes sont visées par les mises en garde qui précèdent et rien ne garantit que les résultats ou les événements prévus se réaliseront ou, même s'ils sont essentiellement réalisés, qu'ils auront les conséquences et les effets prévus sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Sauf indication contraire, ou si le contexte ne l'exige autrement, les déclarations prospectives ne sont valides qu'à la date où elles sont faites, et nous déclinons toute obligation de les mettre à jour ou de les réviser pour tenir compte de nouveaux renseignements, des événements futurs ou autrement, sauf si la loi nous y oblige.

PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Le tableau suivant présente les paramètres et les mesures financières non conformes aux IFRS qu'utilise la Société dans le présent rapport de gestion. Les mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS; donc, elles pourraient ne pas être comparables aux mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures financières non conformes aux IFRS constituent des renseignements additionnels en complément des mesures conformes aux IFRS et permettent de mieux comprendre les résultats d'exploitation de la Société de notre point de vue. Par conséquent, ces mesures ne doivent pas être considérées individuellement ni perçues comme étant un substitut à une analyse de notre information financière aux termes des IFRS et elles doivent être lues conjointement avec les états financiers consolidés pour les périodes indiquées.

Au quatrième trimestre de l'exercice 2022, la Société a ajouté les paramètres du bénéfice brut ajusté et de la marge brute ajustée pour évaluer la performance d'une période à l'autre, sans les variations qui pourraient fausser les tendances de notre performance d'exploitation principalement liées à la suppression de notre offre de service Goodfood Sur Demande.

Paramètres	Définitions
Clients actifs	<p>Un client actif est un client qui a passé une commande au cours des trois derniers mois. Les clients actifs comprennent les clients qui ont passé une commande 1) reçue dans le cadre de notre plan d'abonnement de repas hebdomadaires, un client actif abonné; et 2) reçue par le biais de notre service de livraison le lendemain, le jour même, ou moins, un client actif sur demande. Pour plus de certitude, les clients actifs ne sont comptabilisés qu'une seule fois, même s'ils peuvent avoir commandé différents produits et passé plusieurs commandes au cours d'un trimestre. Bien que la mesure des clients actifs ne constitue ni une mesure financière conforme aux IFRS ni une mesure financière non conforme aux IFRS, et que, par conséquent, elle ne figure pas dans nos états financiers consolidés et qu'aucun rapprochement ne peut être fait entre ce paramètre et tout poste des états financiers consolidés de la Société, nous estimons que le paramètre des clients actifs est utile pour les investisseurs puisqu'il reflète les ventes nettes futures potentielles qui seront générées. La Société présente le nombre de clients actifs à l'ouverture et à la clôture de la période, arrondi en milliers.</p> <p>Un client actif abonné et un client actif sur demande doivent être évalués de façon indépendante, car un client de la plateforme de la Société peut être considéré à la fois comme un client actif abonné et comme un client actif sur demande. Par exemple, cette situation peut se produire lorsqu'un client a passé une commande sur demande au cours des trois mois précédant la date d'évaluation pertinente et qu'il a un compte d'abonné qui n'a pas été annulé à cette date ou avant.</p> <p>Par suite de la suppression du service Goodfood Sur Demande dans le cadre du projet Blue Ocean, la Société ne fera plus la distinction à titre de clients actifs entre les clients actifs abonnés et les clients actifs sur demande au cours des trimestres ultérieurs.</p>

Paramètres	Définitions
Bénéfice brut ajusté et marge brute ajustée	<p>Le bénéfice brut ajusté se définit comme la marge brute excluant l'incidence de l'abandon des produits liés à Goodfood Sur Demande dans le cadre des initiatives du projet Blue Ocean de la Société. La marge brute ajustée correspond au pourcentage du bénéfice brut ajusté par rapport aux ventes nettes. La Société utilise le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée pour évaluer sa performance d'une période à l'autre, exclusion faite de la variation attribuable aux éléments décrits ci-dessus. Le bénéfice brut ajusté et la marge brute ajustée sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous estimons que ces paramètres constituent des mesures utiles de la performance financière pour évaluer les tendances sous-jacentes dans nos activités courantes.</p> <p>Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS – Rapprochement » du présent rapport de gestion.</p>
BAIIA, BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté	<p>Le BAIIA est défini comme le bénéfice net ou la perte nette, compte non tenu des charges financières nettes, de l'amortissement et de l'impôt sur le résultat. Le BAIIA ajusté se définit comme étant le BAIIA, exclusion faite de la charge liée aux paiements fondés sur des actions, de l'incidence de la dépréciation au titre de l'abandon des produits liés au service Goodfood Sur Demande, de la dépréciation des actifs non financiers et des coûts de réorganisation et autres coûts connexes aux termes du projet Blue Ocean. La marge du BAIIA ajusté se définit comme le pourcentage du BAIIA ajusté sur les ventes nettes. Le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous estimons que le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté sont des mesures de rendement financier utiles pour évaluer la capacité de la Société de saisir les opportunités de croissance de façon rentable, de financer ses activités courantes et de rembourser sa dette à long terme. Ces mesures permettent également de faire des comparaisons avec des sociétés dont la structure du capital est différente.</p> <p>Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus comparables, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS – Rapprochement » du présent rapport de gestion.</p>
Total de la (dette) trésorerie nette Total de la (dette) trésorerie nette par rapport au total de la structure du capital	<p>Le total de la (dette) trésorerie nette est une mesure non conforme aux IFRS qui mesure le total de la trésorerie de la Société après la déduction du total de sa dette. Le total de la trésorerie comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Le total de la dette comprend la partie courante et la partie non courante de la dette ainsi que la composante passif des débetures convertibles. Nous estimons que le total de la (dette) trésorerie nette est une mesure utile pour évaluer la situation financière globale de la Société.</p> <p>Le total de la (dette) trésorerie nette par rapport au total de la structure du capital est une mesure non conforme aux IFRS qui correspond au total de la (dette) trésorerie nette par rapport au total de la structure du capital. Le total de la structure du capital est évalué comme le total de la dette majoré des capitaux propres. Nous estimons que ce ratio financier non conforme aux IFRS est une mesure utile pour évaluer le levier financier de la Société.</p> <p>Pour un rapprochement de ces mesures financières non conformes aux IFRS et de la mesure financière conforme aux IFRS la plus comparable, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.</p>

SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

QUI NOUS SOMMES ET NOTRE VISION

Goodfood (TSX : FOOD) est une marque canadienne de premier plan issue du monde numérique et qui offre des solutions de repas et permet la livraison de ces repas et de produits complémentaires frais facilitant pour les clients à l'échelle du Canada la dégustation de délicieux mets à la maison chaque jour. L'équipe de Goodfood travaille au développement de la marque de produits alimentaires millénaire la plus appréciée au Canada avec pour mission de créer des expériences qui suscitent de la joie et qui aident notre communauté à vivre plus longtemps sur une planète plus saine. Les clients de Goodfood ont accès à des produits uniques frais et délicieux ainsi qu'à des prix exclusifs rendus possibles grâce à son équipe culinaire de classe mondiale ainsi qu'à ses infrastructures et technologies sans intermédiaire. Goodfood a à cœur de créer un lien entre ses fermes et fournisseurs partenaires et les cuisines de ses clients tout en éliminant le gaspillage de nourriture et les frais généraux de vente au détail onéreux.

NOS ACTIVITÉS

La principale installation de production et les bureaux administratifs de la Société sont établis à Montréal (Québec) avec des installations supplémentaires situées en Ontario et en Alberta.

Dans le cadre du projet Blue Ocean et stimulés par notre objectif de dégager de nouveau un BAIIA ajusté¹⁾ positif au premier semestre de 2023, nous avons rationalisé nos activités dans l'Ouest en regroupant notre installation de production de la Colombie-Britannique avec celle de Calgary. Nos installations de Montréal et de Calgary serviront ensemble tout le Canada. Par ailleurs, nous avons achevé un examen stratégique de notre modèle de livraison Goodfood Sur Demande, y compris tous les micro-centres de distribution et nous avons mis fin à notre offre sur demande en 30 minutes. Notre stratégie pour l'avenir est axée sur la consolidation de la marque Goodfood au moyen de nos plans de repas hebdomadaires et de nos produits complémentaires à l'échelle nationale, en offrant une sélection de près de 500 produits de marque Goodfood, ainsi que sur l'accroissement de la flexibilité et de l'accès à nos produits au fil du temps.

Le tableau qui suit présente un résumé de nos installations d'exploitation au 1^{er} décembre 2022 :

	Nombre d'installations total	Bureaux administratifs	Centres de distribution et de fabrication	Installations de traitement des commandes
Grand Montréal (Québec)	1	X	X	X
Grand Toronto (Ontario)	2	X		X
Calgary (Alberta)	1		X	X

PERSPECTIVES FINANCIÈRES

La mission de Goodfood est de créer des expériences qui suscitent de la joie et qui aident notre communauté à vivre plus longtemps sur une planète plus saine. À titre de marque agroalimentaire qui jouit d'une excellente réputation auprès des Canadiens d'un océan à l'autre, Goodfood concentre ses efforts sur le développement de sa marque au moyen de ses solutions de repas, notamment des prêts-à-cuisiner, des plats préparés et une gamme alléchante de produits complémentaires Goodfood à découvrir.

¹⁾ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures.

Les ventes de prêts-à-cuisiner ont atteint plus de 1 milliard de dollars au Canada au sein du secteur canadien de l'épicerie, lequel est évalué à plus de 144 milliards de dollars; environ 8,4 % des ménages sont abonnés à un service de prêts-à-cuisiner (se reporter à la notice annuelle pour obtenir des renseignements supplémentaires). Nous croyons que la volonté des consommateurs de simplifier la préparation des repas, de même que leur désir de vivre à la maison des expériences culinaires nourrissantes qui suscitent de la joie tout en réduisant le gaspillage alimentaire constituent une occasion de croissance dans le secteur de la livraison d'aliments en ligne. Selon un taux de pénétration des ménages futur de 20 % au Canada, le marché des plans de repas hebdomadaires, qui comprend les prêts-à-cuisiner, les plats préparés et les produits complémentaires, pourrait se chiffrer à environ 3 milliards de dollars au cours des prochaines années et Goodfood est en excellente position pour conquérir une part importante de ce marché.

Investir dans des stratégies de marketing rationnelles et très ciblées afin de conquérir de nouveaux clients, accroître la fréquence des commandes et grossir la taille des paniers au moyen de ventes croisées efficaces occupe l'avant-plan des objectifs à court et à long terme de Goodfood. Toutefois, les efforts de la Société portent actuellement sur le BAIIA ajusté¹⁾ et les flux de trésorerie pour les prochains trimestres tout en continuant d'investir dans une proposition de valeur pour les clients qui nous permettra d'afficher une croissance rentable pour les années à venir. Nous avons mis en place le projet Blue Ocean afin de stimuler la rentabilité et nous avons entrepris la plupart des initiatives proposées :

- Simplification des ingrédients du fait de la réduction des sources d'approvisionnement en ingrédients qui ont été ramenés de 400 à moins de 200;
- Alignement de la main-d'oeuvre à la taille de la Société, ce qui a mené à une réduction importante de l'effectif;
- Resserrement de notre présence géographique, ce qui a mené au regroupement de la production dans deux installations, à Montréal et à Calgary;
- Compression des dépenses d'investissement;
- Hausse des prix des prêts-à-cuisiner et des produits complémentaires.

Ces initiatives, de même que l'arrêt des activités sur demande annoncé récemment ont une incidence positive sur la performance financière de l'entreprise. Pour le premier trimestre de 2023, grâce à la demande stable générée par nos abonnements hebdomadaires et à l'amélioration des marges, nous prévoyons des ventes nettes d'environ 46 à 48 millions de dollars et une marge brute qui se situe entre 32 % et 34 %. Vers la fin du premier trimestre de l'exercice 2023, nous avons poursuivi la réduction des frais de vente et charges générales et administratives au moyen d'une diminution de l'effectif et de la renégociation de contrats pour ainsi aligner notre structure de coûts avec notre nouveau modèle d'exploitation. Par conséquent, nous réaffirmons nos attentes d'afficher de nouveau un BAIIA ajusté¹⁾ positif pour le premier semestre de 2023 et de poursuivre notre croissance par la suite.

Malgré les récentes difficultés (se reporter aux rubriques « Base de présentation » et « Gestion du capital » du rapport de gestion, y compris l'incertitude significative entourant la capacité de poursuivre notre exploitation), notre attention portée à la rentabilité et aux flux de trésorerie a commencé à donner des résultats et, tout comme nos efforts incessants pour cultiver nos relations avec la clientèle, cela demeure notre priorité première pour continuer à progresser. L'équipe de Goodfood est entièrement tournée vers le développement de la marque millénaire la plus appréciée au Canada.

¹⁾ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures.

APERÇU DE L'EXERCICE 2022

Départ de François Vimard du conseil d'administration

Le 26 octobre 2022, la Société a annoncé la démission de François Vimard de son poste d'administrateur de la Société afin de se concentrer sur ses autres conseils d'administration et poursuivre d'autres intérêts.

Projet Blue Ocean

Comme il a été annoncé le 13 juillet 2022, la Société a lancé le projet Blue Ocean, qui consiste en une révision de ses activités et de ses opérations afin de réaliser des gains d'efficacité, de dégager à nouveau un BAIIA ajusté¹⁾ positif d'ici le premier semestre de 2023 et de paver la voie à des flux de trésorerie positifs et à une croissance rentable à long terme. Dans le cadre de ce projet, la Société a augmenté ses prix, rationalisé ses activités de repas prêts-à-cuisiner grâce à l'optimisation de son portefeuille d'ingrédients de base et de son réseau d'installations de fabrication grâce au regroupement de son installation de production de déjeuners avec son installation de production principale à Montréal et au regroupement de son installation de production de la Colombie-Britannique avec son installation de Calgary. Par ailleurs, après l'achèvement de son examen stratégique au quatrième trimestre de 2022, la Société a annoncé, le 14 octobre 2022, l'arrêt de son offre Goodfood Sur Demande, la fermeture de tous ses micro-centres de distribution et le retour à une stratégie axée sur la consolidation de la marque Goodfood au moyen de ses plans de repas hebdomadaires et de ses produits complémentaires à l'échelle nationale, en offrant près de 500 produits de marque Goodfood, en plus de l'accroissement de la flexibilité et de l'accès à ses produits au fil du temps. La Société poursuit la mise en place d'initiatives supplémentaires de réduction des coûts. Les mesures susmentionnées ont donné lieu à une charge de dépréciation de 46,1 millions de dollars au quatrième trimestre de 2022 et à une charge de 1,2 million de dollars au titre de l'abandon de produits d'épicerie relatifs à Goodfood Sur Demande.

Nomination de John Khabazz au conseil d'administration pour remplacer Hamnet Hill

En avril 2022, la Société a annoncé la nomination de John Khabazz à titre de nouveau membre du conseil d'administration. John Khabazz est le fondateur et directeur des investissements de Phoenician Capital, une société de gestion d'investissements basée à New York. La mission de Phoenician est d'investir dans des entreprises de haute qualité bâties sur les bases d'une économie unitaire solide et souvent dirigées par des fondateurs pionniers. M. Khabazz a obtenu son diplôme de premier cycle à l'Université McGill, puis a fréquenté l'Université Columbia, où il a obtenu son MBA. Avant de fonder Phoenician Capital en 2007, M. Khabazz a occupé des postes de direction dans une société financière multiactifs. Avant cela, il était le fondateur et PDG d'une entreprise de fabrication basée à New York, avec des opérations mondiales couvrant trois continents.

Placement par voie de prise ferme de débentures convertibles non garanties de 30 millions de dollars

En février 2022, la Société a réalisé un placement par voie de prise ferme de débentures convertibles non garanties de 30 millions de dollars. La Société prévoyait affecter le produit net du placement à l'accélération de l'expansion du réseau de produits d'épicerie et de solutions de repas sur demande de Goodfood, grâce à la signature de plusieurs baux de location de nouveaux micro-centres de distribution additionnels, et au financement des dépenses en immobilisations, des coûts associés au démarrage et des frais liés à ces micro-centres de distribution, ainsi qu'aux fins générales de l'entreprise, comme il est précisé dans le prospectus simplifié définitif daté du 4 février 2022. Se reporter à la rubrique « Utilisation du produit tiré des appels publics à l'épargne » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

¹⁾ Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion pour une définition de ces mesures.

Changement de la date de fin d'exercice

En septembre 2021, la Société a changé sa date de fin d'exercice, passant d'une date de clôture fixe le 31 août de chaque année à une date de clôture variable qui correspond au premier samedi de septembre de chaque année, afin d'être alignée sur les sociétés comparables ayant des dates de clôture variables. En conséquence, la Société suivra un cycle d'information de 52 semaines, mais ajoutera une 53^e semaine tous les cinq ou six ans. Pour l'exercice 2022, le quatrième trimestre a clôturé le 3 septembre 2022, et comprend 1 jour de moins que le quatrième trimestre de l'exercice 2021; l'exercice sera clos le 3 septembre 2022, et comprendra 3 jours de plus que l'exercice 2021.

Nomination du chef de la technologie

En septembre 2021, la Société a annoncé la nomination de Bipasha Chiu à titre de nouvelle chef de la technologie. Mme Chiu est une gestionnaire expérimentée de la transformation et de la livraison de la technologie, spécialisée dans la vente au détail et le commerce électronique, qui permettra à Goodfood de continuer à développer sa plateforme technologique.

PARAMÈTRES ET MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS – RAPPROCHEMENT

Nous présentons certains paramètres afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris des paramètres qui ne sont pas reconnus selon les IFRS. Les définitions de ces mesures financières non conformes aux IFRS sont présentées à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » qui se trouve au début du présent rapport de gestion et constituent des paramètres importants à prendre en considération pour analyser notre performance.

CLIENTS ACTIFS

	Pour les périodes de 13 semaines closes les		Pour les périodes de 52 semaines closes les	
	3 septembre 2022	31 août 2021	3 septembre 2022	31 août 2021
Nombre de clients actifs à l'ouverture de la période	211 000	296 000	249 000	278 000
Variation nette du nombre de clients actifs	(54 000)	(47 000)	(92 000)	(29 000)
Nombre de clients actifs à la clôture de la période	157 000	249 000	157 000	249 000

BÉNÉFICE BRUT AJUSTÉ ET MARGE BRUTE AJUSTÉE

Le rapprochement du bénéfice brut et du bénéfice brut ajusté et de la marge brute ajustée est le suivant.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données en pourcentage)

	Pour les périodes de 13 semaines closes les		Pour les périodes de 52 semaines closes les	
	3 septembre 2022	31 août 2021	3 septembre 2022	31 août 2021
Bénéfice brut	14 256 \$	18 153 \$	68 055 \$	116 094 \$
Abandon de produits liés à l'offre sur demande	1 194	–	1 194	–
Bénéfice brut ajusté	15 450 \$	18 153 \$	69 249 \$	116 094 \$
Ventes nettes	50 357 \$	79 358 \$	268 586 \$	379 234 \$
Marge brute	28,3 %	22,9 %	25,3 %	30,6 %
Marge brute ajustée (en pourcentage)	30,7 %	22,9 %	25,8 %	30,6 %

Pour le quatrième trimestre de 2022, la marge brute ajustée a augmenté de 7,8 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2021, en raison principalement de la plus grande taille des paniers, d'une diminution des crédits et des incitatifs en pourcentage des ventes nettes, des coûts des produits moindres et de la baisse des coûts d'exécution du fait de gains d'efficacité, facteurs atténués par la réduction de la base de ventes découlant d'un changement au comportement des clients attribuable aux incidences postérieures à la COVID-19 et à la conjoncture économique actuelle.

Pour la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022, la marge brute ajustée a diminué de 4,8 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2021 en raison principalement du recul des ventes nettes, ce qui a entraîné une baisse de l'effet de levier d'exploitation, ainsi que de l'écart de temps entre les vagues de pressions inflationnistes à l'égard de tous les coûts des intrants et les hausses subséquentes des prix.

BAIIA, BAIIA AJUSTÉ ET MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

Le tableau suivant fait le rapprochement de la perte nette et du BAIIA, du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté.

(en milliers de dollars, sauf les données en pourcentage)

	Pour les périodes de 13 semaines closes les		Pour les périodes de 52 semaines closes les	
	3 septembre 2022	31 août 2021	3 septembre 2022	31 août 2021
Perte nette	(58 408) \$	(22 123) \$	(121 761) \$	(31 792) \$
Charges financières nettes	1 677	524	5 233	2 170
Amortissements	4 853	2 176	17 295	8 820
Charge (recouvrement) d'impôt différé	39	97	(1 495)	500
BAIIA	(51 839) \$	(19 326) \$	(100 728) \$	(20 302) \$
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	1 472	1 587	5 986	4 857
Abandon de produits liés à l'offre sur demande	1 194	–	1 194	–
Dépréciation des actifs non financiers	46 085	–	46 085	–
Coûts de réorganisation et autres coûts connexes	1 160	–	6 742	139
BAIIA ajusté	(1 928) \$	(17 739) \$	(40 721) \$	(15 306) \$
Ventes nettes	50 357 \$	79 358 \$	268 586 \$	379 234 \$
Marge du BAIIA ajusté (en pourcentage)	(3,8) %	(22,4) %	(15,2) %	(4,0) %

Pour le quatrième trimestre de 2022, la marge du BAIIA ajusté s'est améliorée de 18,6 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2021 du fait surtout d'une progression robuste de la marge brute ajustée et de la diminution des frais de vente et charges générales et administratives, ce qui s'est traduit par une baisse des dépenses de marketing et une réduction de la masse salariale attribuable aux initiatives du projet Blue Ocean, facteurs contrés en partie par des ventes nettes moindres.

Pour la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022, la marge du BAIIA ajusté a diminué de 11,2 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de 2021, en raison principalement de la réduction de la base de ventes. La diminution des ventes découle d'un changement au comportement des clients attribuable aux incidences postérieures à la COVID-19 et à la conjoncture économique actuelle, contrebalancés en partie par la croissance de notre base de clients actifs de l'offre sur demande par rapport à l'exercice 2021. Une diminution de la marge brute a contribué à la baisse de la marge du BAIIA ajusté du fait surtout d'un recul des ventes nettes, ce qui a mené à une diminution de l'effet de levier d'exploitation, et de l'écart de temps entre les vagues de pressions inflationnistes à l'égard de tous les coûts des intrants et les hausses subséquentes des prix. En outre, la baisse de la marge du BAIIA ajusté peut s'expliquer

principalement par l'augmentation de la masse salariale en pourcentage des ventes nettes résultant de l'expansion de l'équipe de direction, ainsi que des fonctions administratives connexes nécessaires afin de mettre en place l'infrastructure physique et numérique de traitement des commandes sur demande, y compris ses gammes de produits pour soutenir l'offre Goodfood Sur Demande de la Société, et des dépenses de marketing en pourcentage des ventes nettes.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION – QUATRIÈME TRIMESTRE DES EXERCICES 2022 ET 2021

Dans le prochain tableau figurent les composantes de l'état consolidé du résultat net et du résultat global de la Société.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions et les données en pourcentage)

Pour les périodes de 13 semaines closes les	3 septembre 2022	31 août 2021	(\$)	(%)
Ventes nettes	50 357 \$	79 358 \$	(29 001) \$	(37) %
Coût des marchandises vendues	36 101	61 205	(25 104)	(41) %
Bénéfice brut	14 256 \$	18 153 \$	(3 897) \$	(21) %
Marge brute	28,3 %	22,9 %	s. o.	5,4 p.p.
Frais de vente et charges générales et administratives	18 850	37 479	(18 629)	(50) %
Amortissements	4 853	2 176	2 677	123 %
Dépréciation des actifs non financiers	46 085	–	46 085	s. o.
Coûts de réorganisation et autres coûts connexes	1 160	–	1 160	s. o.
Charges financières nettes	1 677	524	1 153	220 %
Perte avant impôt sur le résultat	(58 369) \$	(22 026) \$	(36 343) \$	(165) %
Charge d'impôt différé	39	97	(58)	(60) %
Perte nette, représentant le résultat global	(58 408) \$	(22 123) \$	(36 285) \$	(164) %
Perte par action, de base et diluée	(0,78) \$	(0,31) \$	(0,47) \$	(152) %

ANALYSE DES VARIATIONS ENTRE LE QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2022 ET LE QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021

- Les ventes nettes ont reculé par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent sous l'effet surtout d'un changement au comportement des clients attribuable au retrait continu des restrictions de confinement, à la couverture vaccinale plus étendue, ainsi qu'à la conjoncture économique actuelle, facteur contrebalancé en partie par la croissance du nombre de clients actifs sur demande au quatrième trimestre de l'exercice 2022 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- La contraction du bénéfice brut résulte essentiellement de la diminution des ventes nettes. L'augmentation de la marge brute est attribuable à la plus grande taille des paniers, à la diminution des crédits et des incitatifs, à la baisse des coûts des produits et aux coûts d'exécution moindres en pourcentage des ventes du fait de gains d'efficience.
- Les frais de vente et charges générales et administratives ont diminué en raison surtout d'une baisse des dépenses de marketing et de la masse salariale du fait surtout des ventes nettes moindres et des initiatives de la Société liées au projet Blue Ocean. Les frais de vente et charges générales et administratives en pourcentage des ventes nettes ont diminué, passant de 47,2 % à 37,4 %.
- Les coûts de réorganisation et autres coûts connexes engagés au quatrième trimestre de l'exercice 2022 se composent essentiellement des coûts de réduction de la masse salariale et des honoraires de conseillers externes liés à l'exécution du projet Blue Ocean.

- La dépréciation des actifs non financiers comptabilisée au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2022 était principalement attribuable à l'abandon de Goodfood Sur Demande et à d'autres initiatives liées au projet Blue Ocean essentiellement connexes à la fermeture d'installations.
- La hausse des amortissements résulte surtout de la comptabilisation des actifs au titre de droits d'utilisation liés aux nouveaux contrats de location visant des installations et aux améliorations locatives connexes.
- L'augmentation des charges financières nettes est principalement attribuable aux débetures convertibles de 30 millions de dollars émises en février 2022 et à la hausse des obligations locatives par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- La hausse de la perte nette affichée pour le quatrième trimestre de 2022 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent s'explique essentiellement par la dépréciation des actifs non financiers, une diminution des ventes nettes et une hausse des amortissements, contrebalancée en partie par une marge brute plus élevée et une diminution de la masse salariale et des dépenses de marketing.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION – EXERCICES 2022 ET 2021

Le tableau suivant présente les composantes de l'état consolidé du résultat net et du résultat global de la Société.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions et les données en pourcentage)

Pour les périodes de 52 semaines closes les	3 septembre 2022	31 août 2021	(\$)	(%)
Ventes nettes	268 586 \$	379 234 \$	(110 648) \$	(29) %
Coût des marchandises vendues	200 531	263 140	(62 609)	(24) %
Bénéfice brut	68 055 \$	116 094 \$	(48 039) \$	(41) %
Marge brute	25,3 %	30,6 %	s. o.	(5,3) p.p.
Frais de vente et charges générales et administratives	115 956	136 257	(20 301)	(15) %
Amortissements	17 295	8 820	8 475	96 %
Dépréciation des actifs non financiers	46 085	–	46 085	s. o.
Coûts de réorganisation et autres coûts connexes	6 742	139	6 603	4 750 %
Charges financières nettes	5 233	2 170	3 063	141 %
Perte avant impôt sur le résultat	(123 256) \$	(31 292) \$	(91 964)	(294) %
(Recouvrement) charge d'impôt différé	(1 495)	500	(1 995)	s. o.
Perte nette, représentant le résultat global	(121 761) \$	(31 792) \$	(89 969) \$	(283) %
Perte par action, de base et diluée	(1,62) \$	(0,45) \$	(1,17) \$	(260) %

ANALYSE DES VARIATIONS ENTRE L'EXERCICE 2022 ET L'EXERCICE 2021

- Les ventes nettes ont reculé d'un exercice à l'autre sous l'effet surtout d'un changement au comportement des clients attribuable au retrait des restrictions de confinement et la couverture vaccinale plus étendue, ainsi qu'à la conjoncture économique actuelle, facteur contrebalancé en partie par la croissance du nombre de clients actifs du service Goodfood Sur Demande au cours de l'exercice 2022.
- La contraction du bénéfice brut et de la marge brute résulte essentiellement de la diminution des ventes nettes, ce qui a entraîné une diminution de l'effet de levier d'exploitation, de même que des pressions inflationnistes actuelles exceptionnelles, ces deux facteurs ayant une incidence sur les coûts des intrants, notamment le coût des aliments et de la main-d'œuvre, les coûts de production et les coûts de livraison. La hausse du coût des aliments s'explique surtout par l'expansion de notre offre de produits d'épicerie de marque privée. La hausse des coûts de production résulte principalement de

l'accroissement des coûts liés à la main-d'œuvre de production et de traitement des commandes en raison de l'inflation des salaires et d'une diminution de l'effet de levier d'exploitation.

- Les frais de vente et charges générales et administratives ont diminué en raison surtout d'une baisse des dépenses de marketing du fait surtout des ventes nettes moindres et des initiatives de la Société liées à la réorganisation, notamment le projet Blue Ocean, afin d'aligner les effectifs et les dépenses de marketing avec la base de ventes nettes actuelle, ce qui a eu une incidence principalement sur les résultats du second semestre de l'exercice 2022. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage des ventes nettes sont passés de 35,9 % à 43,2 %, en raison surtout d'une réduction de l'effet de levier des volumes et du calendrier de l'incidence du projet Blue Ocean sur les résultats au second semestre de l'exercice 2022.
- Les coûts de réorganisation et autres coûts connexes engagés au cours de l'exercice 2022 se composent essentiellement des coûts de réduction de la masse salariale et des honoraires de conseillers externes liés à l'exécution du projet Blue Ocean.
- La hausse des amortissements résulte surtout de la comptabilisation des actifs au titre de droits d'utilisation liés aux nouveaux contrats de location visant des installations et aux améliorations locatives connexes à mesure que la Société a augmenté son offre de produits d'épicerie et ses activités liées aux nouvelles installations partout au Canada avant la révision stratégique de sa stratégie qui a commencé au quatrième trimestre de l'exercice 2022.
- La dépréciation des actifs non financiers comptabilisée au quatrième trimestre de l'exercice 2022 était principalement liée à l'abandon de Goodfood Sur Demande et à d'autres initiatives du projet Blue Ocean principalement liées à la fermeture d'installations.
- L'augmentation des charges financières nettes s'explique surtout par l'augmentation du nombre de nouvelles installations de la Société à mesure qu'elle élargissait son offre de produits d'épicerie et que de nouvelles installations étaient mises en place partout au Canada, de même que par l'émission de débentures convertibles de 30 millions de dollars de la Société en février 2022.
- Un recouvrement d'impôt différé a été comptabilisé en raison de l'émission de débentures convertibles de 30 millions de dollars en février 2022.
- La hausse de la perte nette d'un exercice à l'autre s'explique essentiellement par une diminution des ventes nettes et de la marge brute ainsi que par la dépréciation des actifs non financiers mentionnée précédemment, de l'augmentation des amortissements et des coûts de réorganisation et autres coûts connexes plus élevés.

SITUATION FINANCIÈRE

Le tableau suivant présente une analyse des principales variations de l'état consolidé de la situation financière de la Société.

(en milliers de dollars canadiens)

Aux	3 septembre 2022	31 août 2021	Variation	Composantes principales
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 885 \$	125 535 \$	(88 650) \$	Attribuable à la perte nette inscrite depuis l'ouverture de l'exercice et aux dépenses d'investissement dans les installations, facteurs atténués par l'émission de débetures convertibles en février 2022
Stocks	6 884	14 318	(7 434)	Attribuable aux ventes nettes moins élevées et à l'amélioration du processus de gestion des stocks ainsi qu'à l'abandon des produits liés à notre offre sur demande
Actifs détenus en vue de la vente	3 654	–	3 654	Relative aux initiatives du projet Blue Ocean
Immobilisations corporelles	18 408	33 367	(14 959)	Attribuable principalement à la dépréciation des immobilisations corporelles et au reclassement dans les actifs détenus en vue de la vente
Actifs au titre de droits d'utilisation	55 419	69 157	(13 738)	Attribuable surtout à la dépréciation des actifs au titre de droits d'utilisation liés aux initiatives du projet Blue Ocean ainsi qu'à la résiliation de nos contrats de location
Créditeurs et charges à payer	27 104	52 207	(25 103)	Attribuable principalement à la diminution de la base de ventes et à la baisse des charges à payer au titre des salaires et avantages sociaux
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	11 743	21 351	(9 608)	Attribuable surtout au remboursement. La dette est classée intégralement comme une dette à court terme en raison du manquement à certaines clauses restrictives de nature financière
Obligations découlant de contrats de location, y compris la tranche à court terme	69 209	73 111	(3 902)	De nouvelles installations ont été ajoutées au portefeuille de la Société, contrebalancées en partie par la résiliation d'un contrat de location et les modalités de remboursement
Débetures convertibles, composante passif	27 469	5 623	21 846	La composante passif des débetures convertibles de 30 millions de dollars émises en février 2022

En raison du plan de réorganisation de la Société et du manquement à certaines clauses restrictives de nature financière, la Société a décidé de fermer plusieurs installations et a mis fin à son offre de produits d'épicerie sur demande. Cette décision a donné lieu à la détermination d'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») : 1) au niveau de chaque actif pris individuellement, 2) au niveau des installations louées (y compris les actifs au titre de droits d'utilisation et les immobilisations corporelles relatifs aux locaux loués, et 3) au niveau de l'emplacement géographique en fonction du lieu où sont servis les clients, ce qui génère des entrées de trésorerie indépendantes. Par conséquent, la Société a effectué un test de dépréciation de ses actifs non financiers puisqu'elle avait des raisons de croire que la valeur comptable des UGT pourrait ne pas être recouvrable.

Au cours de l'exercice clos le 3 septembre 2022, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 37,9 millions de dollars liée aux immobilisations corporelles, de 7,7 millions de dollars liée aux actifs au titre de droits d'utilisation et de 0,5 million de dollars liée aux immobilisations incorporelles à l'égard des UGT suivantes :

Groupe d'UGT	Valeur recouvrable	Niveau de la juste valeur des données d'entrées, si évaluée à la juste valeur diminuée des coûts de sortie	Charge de dépréciation
Actifs pris individuellement	Juste valeur diminuée des coûts de sortie	Niveau 3	9 022 \$
Installations louées	Valeur d'utilité	s. o.	37 063
Emplacements géographiques	Juste valeur diminuée des coûts de sortie	Niveau 3	-
Charge de dépréciation des actifs non financiers			46 085 \$

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de sortie des actifs pris individuellement, la Société a utilisé des données de marché fondées sur le prix attendu auquel elle serait en mesure de vendre l'actif sur un marché secondaire. Après la réalisation du test de dépréciation, les actifs pris individuellement ont été reclassés comme étant détenus en vue de la vente puisqu'ils répondaient aux critères pour être classés comme tel au 3 septembre 2022.

Pour déterminer la valeur d'utilité de ses installations louées, la Société a utilisé la méthode fondée sur les flux de trésorerie actualisés selon laquelle les principales hypothèses comprennent la durée attendue pour trouver un intervenant du marché prêt à reprendre le contrat de location et les taux de location du marché. Par ailleurs, le taux d'actualisation utilisé pour chaque projection de flux de trésorerie a été établi à 8 %, ce qui repose sur les taux de capitalisation du marché où sont situées les installations.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Cette section présente la structure du capital, les sources de liquidité et différents instruments financiers de la Société, y compris ses instruments d'emprunt.

STRUCTURE DU CAPITAL

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données en pourcentage)

Aux	3 septembre 2022	31 août 2021
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	11 743	21 351
Débitures convertibles, composante passif	27 469	5 623
Total de la dette	39 212 \$	26 974 \$
Capitaux propres (négatifs)	(11 178)	97 875
Total de la structure du capital	28 034 \$	124 849 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 885 \$	125 535 \$
Total de la (dette) trésorerie nette ¹⁾	(2 327) \$	98 561 \$
Total de la (dette) trésorerie nette par rapport au total de la structure du capital ¹⁾	(8,3) %	78,9 %

¹⁾ Pour une définition de ces mesures financières non conformes aux IFRS, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

Le total de la dette nette de Goodfood s'est établi à 2,3 millions de dollars, par rapport à un total de la trésorerie nette de 98,6 millions de dollars pour l'exercice précédent. Cette variation négative de 100,9 millions de dollars d'un exercice à l'autre a donné lieu à une diminution du total de la (dette) trésorerie par rapport au total de la structure du capital en raison de sa perte nette et de ses dépenses d'investissement, facteurs atténués par l'émission de débiteures convertibles en février 2022.

GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion de sa structure du capital, l'objectif de la Société consiste à faire en sorte que ses liquidités soient suffisantes pour financer ses activités et sa croissance, et offrir des rendements du capital investi concurrentiels. Pour financer ses activités, la Société a compté sur des placements publics et privés de titres de capitaux propres et sur des débiteures convertibles, de même que sur des instruments d'emprunt à court terme ou à long terme.

La Société a conclu une lettre de tolérance avec ses prêteurs à la suite d'un manquement à certaines clauses restrictives de nature financière. Les prêteurs ont convenu de tolérer de tels manquements aux clauses restrictives sous réserve de certaines conditions, notamment en empêchant Goodfood de recourir à la tranche renouvelable de la facilité sur laquelle, à ce jour, il n'y a aucun encours outre des lettres de crédit. Goodfood s'emploie à négocier les modalités d'une facilité de crédit révisée. Dans le cas où une nouvelle facilité de crédit n'est pas mise en place dans un délai rapproché, la Société s'attend à obtenir une prorogation de la lettre de tolérance actuelle. La Société n'est pas en mesure de garantir qu'un accord au titre de la facilité de crédit sera mis en place en temps opportun, elle ne peut donner aucune assurance quant aux modalités d'un tel accord et elle n'est pas en mesure de garantir qu'elle obtiendra une prorogation au titre de la lettre de tolérance actuelle. En raison du manquement à certaines clauses restrictives, une charge de 0,7 million de dollars au titre des honoraires de conseillers externes a été comptabilisée au quatrième trimestre de 2022 dans les coûts de réorganisation et autres coûts connexes.

La capacité de la Société à poursuivre ses activités selon le principe de la continuité d'exploitation est tributaire de la réalisation des initiatives de la direction, y compris celles du projet Blue Ocean, ou de sa capacité à obtenir du financement pour répondre à ses besoins prévus en trésorerie au titre du fonds de roulement et des dépenses d'investissement exigés. Toutefois, rien ne garantit que la Société sera en mesure d'atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés ni qu'elle obtiendra du financement supplémentaire ou quelles seront les modalités de ce financement, ni pour quelle période une lettre de tolérance demeurera

en place auprès des prêteurs de la Société. Par conséquent, il existe une incertitude significative à l'égard de la capacité de la Société à poursuivre son exploitation.

Les initiatives réalisées ou en cours de réalisation visant à réduire notre risque de liquidité sont les suivantes :

- Nous poursuivons nos efforts à l'égard du projet Blue Ocean afin de réaliser des gains d'efficacité et de permettre à la Société d'afficher un BAIIA ajusté positif au premier semestre de l'exercice 2023 et à jeter les bases qui permettront de générer des flux de trésorerie positifs et une croissance rentable à long terme.
- Nous travaillons de concert avec nos prêteurs afin de mettre en place une facilité de crédit révisée.
- Nous continuons à évaluer et à examiner d'autres options de financement.

FLUX DE TRÉSORERIE

Voici un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les périodes de 13 semaines closes le 3 septembre 2022 et le 31 août 2021.

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les périodes de 13 semaines closes les	3 septembre 2022	31 août 2021	Variation
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(3 661) \$	(17 614) \$	13 953 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(9 453)	(6 112)	(3 341)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(13 114) \$	(23 726) \$	10 612 \$
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(4 449)	(7 709)	3 260
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(44 401)	(142)	(44 259)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(61 964) \$	(31 577) \$	(30 387) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	98 849	157 112	(58 263)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	36 885 \$	125 535 \$	(88 650) \$

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation se sont améliorées de 10,6 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2022 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'une perte nette moins élevée avant les dépenses hors trésorerie, facteurs partiellement contrebalancés par la baisse des créditeurs et charges à payer attribuable à une base de ventes moindre.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement ont augmenté de 3,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2022 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement des entrées d'immobilisations corporelles moins élevées à mesure que les installations étaient mises en service avant le quatrième trimestre de l'exercice 2022.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont augmenté de 44,3 millions de dollars pour le quatrième trimestre de 2022 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement du remboursement de sa facilité de crédit renouvelable.

Le tableau suivant présente un sommaire des entrées (sorties) nettes de trésorerie par activité pour les périodes de 52 semaines closes le 3 septembre 2022 et le 31 août 2021.

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les périodes de 52 semaines closes le	3 septembre 2022	31 août 2021	Variation
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(47 873) \$	(16 344) \$	(31 529) \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation	(11 108)	(14)	(11 094)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	(58 981) \$	(16 358) \$	(42 623) \$
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(37 671)	(18 012)	(19 659)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement	8 002	55 503	(47 501)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(88 650) \$	21 133 \$	(109 783) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	125 535	104 402	21 133
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	36 885 \$	125 535 \$	(88 650) \$

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 42,6 millions de dollars pour la période de 52 semaines de 2022 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de l'augmentation de la perte nette et de la baisse des créditeurs et charges à payer attribuable à la diminution de la base de ventes.

Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement pour la période de 52 semaines de 2022 se sont accrues de 19,7 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent sous l'effet principalement des entrées d'immobilisations corporelles et des dépôts surtout attribuables à la mise en service d'installations.

Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités de financement ont diminué de 47,5 millions de dollars pour la période de 52 semaines de 2022 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison principalement de l'émission d'actions ordinaires au cours de l'exercice précédent d'un montant supérieur à l'émission de débentures convertibles de l'exercice 2022.

DETTE

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, la Société a conclu une facilité de crédit consorsial d'un montant total de 46 millions de dollars, ce qui comprend un emprunt à terme de 12,5 millions de dollars, une facilité de crédit renouvelable de 27,5 millions de dollars et un autre financement à court terme de 6 millions de dollars (la « facilité de crédit de 2021 »). Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, la Société a augmenté sa facilité de crédit renouvelable de 15 millions de dollars pour la porter à 42,5 millions de dollars, en plus de hausser l'autre financement à court terme pour un montant d'au plus 15 millions de dollars. Par ailleurs, un prêteur additionnel a été ajouté au consortium. Cette hausse a poussé le total du financement disponible à 70 millions de dollars. La facilité de crédit de 2021 est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant la totalité des biens meubles et immeubles de la Société. Les facilités portent intérêt à des taux variables correspondant au taux des acceptations bancaires canadiennes majoré de 2,50 % et viennent à échéance en novembre 2023. L'emprunt à terme est remboursable en quatre versements trimestriels de 156 mille dollars à partir du 30 novembre 2021 et augmenteront à quatre versements trimestriels de 313 mille dollars à partir du 30 novembre 2022, avec un remboursement intégral du solde de 10,6 millions de dollars à la fin du terme en novembre 2023.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur l'état de la facilité de crédit de 2021 et sur l'existence d'une lettre de tolérance conclue avec les prêteurs de la Société, veuillez vous reporter au paragraphe « Gestion du capital » de la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

SWAP DE TAUX D'INTÉRÊT

Goodfood avait un contrat de swap en vigueur aux termes duquel la Société a fixé le taux d'intérêt visant un montant notionnel totalisant 10,9 millions de dollars, qui est venu à échéance en novembre 2021. Goodfood n'avait conclu aucun nouveau swap à la clôture du quatrième trimestre de l'exercice 2022.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 11 février 2022, la Société a émis 30 000 débetures subordonnées non garanties convertibles (les « débetures de 2022 ») au prix de mille dollars la débeture, pour un produit brut de 30 millions de dollars. Les débetures qui viennent à échéance le 31 mars 2027 portent intérêt au taux annuel fixe de 5,75 %, payable semestriellement à terme échu le 31 mars et le 30 septembre de chaque année à compter du 30 septembre 2022. Le taux d'intérêt effectif des débetures de 2022, qui prend en compte les frais d'émission de débetures de 2022, s'élève à 12,6 %. Les débetures peuvent être converties en actions ordinaires de la Société, au gré du porteur, en tout temps avant la fermeture des bureaux à la première des deux dates suivantes : le dernier jour ouvrable précédant immédiatement la date d'échéance ou le dernier jour ouvrable précédant immédiatement la date fixée pour le rachat par la Société, au prix de conversion de 4,60 \$ par action ordinaire.

À compter du 31 mars 2025 et avant le 31 mars 2026, la Société pourra racheter les débetures à son gré, en totalité ou en partie, à un prix correspondant au capital des débetures de 2022 majoré de l'intérêt couru et impayé, pourvu que le cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires de la Société à la TSX pendant les 20 jours de bourse consécutifs ayant précédé la date à laquelle l'avis de rachat est donné corresponde à au moins 125 % du prix de conversion. À compter du 31 mars 2026 et avant la date d'échéance, les débetures de 2022 pourront être rachetées, en totalité ou en partie, au gré de la Société, à un prix correspondant au capital des débetures majoré de l'intérêt couru et impayé.

Au cours de l'exercice 2020, la Société a émis 30 000 débetures subordonnées non garanties convertibles (les « débetures de 2020 ») au prix de 1 000 \$ la débeture, pour un produit brut de 30 millions de dollars. Les débetures de 2020 qui viennent à échéance le 31 mars 2025 portent intérêt au taux annuel fixe de 5,75 %, payable semestriellement à terme échu le 31 mars et le 30 septembre de chaque année à compter du 30 septembre 2020. Le taux d'intérêt effectif des débetures de 2020, qui prend en compte les frais d'émission des débetures de 2020, s'élève à 11,76 %. Les débetures de 2020 peuvent être converties en actions ordinaires de la Société en tout temps au gré du porteur au prix de conversion de 4,70 \$ l'action. À compter du 31 mars 2023, sous réserve de certaines conditions, la Société pourra racheter les débetures à son gré, en totalité ou en partie, à un prix correspondant au capital des débetures majoré de l'intérêt couru et impayé.

Au cours de la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022, 1 364 débetures (11 284 débetures en 2021) ont été converties en actions ordinaires de la Société, ce qui a donné lieu à l'émission de 293 647 actions ordinaires (2 400 819 actions ordinaires en 2021), et la Société a reclassé dans les actions ordinaires des montants respectifs de 1,1 million de dollars (9,0 millions de dollars en 2021) et de 0,2 million de dollars (1,9 million de dollars en 2021) attribuables à la composante passif des débetures convertibles et à la composante capitaux propres des débetures convertibles. Un recouvrement d'impôt différé de 1,6 million de dollars (néant en 2021) a été comptabilisé à l'émission des débetures de 2022 pour la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022. Une charge d'impôt différé de 0,1 million de dollars (0,5 million de dollars en 2021) a été comptabilisée à la conversion des débetures pour la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022. Au 3 septembre 2022, 35 488 débetures étaient en cours (6 852 débetures en 2021).

ACTIONS ORDINAIRES

Au cours des périodes de 13 et semaines et de 52 semaines closes le 3 septembre 2022, d'importantes opérations sur capitaux propres ont eu lieu, comme suit.

- Aucune option d'achat d'actions et 161 707 options d'achat d'actions respectivement ont été exercées contre un nombre équivalent d'actions ordinaires;
- 72 897 unités d'actions restreintes acquises et 231 453 unités d'actions restreintes acquises respectivement et un nombre équivalent d'actions ordinaires ont été émises;
- 744 et 1 364 débetures ont été converties en 161 737 et en 293 647 actions ordinaires.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente les principales données financières trimestrielles des huit derniers trimestres.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les nombres de clients actifs, les données par action et les données en pourcentage)

	Exercice 2022				Exercice 2021			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Clients actifs ¹⁾	157 000	211 000	246 000	254 000	249 000	296 000	306 000	290 000
Ventes nettes	50 357 \$	67 031 \$	73 377 \$	77 821 \$	79 358 \$	107 795 \$	100 654 \$	91 427 \$
Bénéfice brut	14 256	17 556	17 595	18 648	18 153	37 732	30 636	29 573
Marge brute	28,3 %	26,2 %	24,0 %	24,0 %	22,9 %	35,0 %	30,4 %	32,3 %
Abandon de produits liés à l'offre sur demande	1 194	—	—	—	—	—	—	—
Bénéfice net ajusté ¹⁾	15 450	17 556	17 595	18 648	18 153	37 732	30 636	29 573
Marge brute ajustée ¹⁾	30,7 %	26,2 %	24,0 %	24,0 %	22,9 %	35,0 %	30,4 %	32,3 %
Perte nette	(58 408) \$	(21 103) \$	(20 640) \$	(21 610) \$	(22 123) \$	(2 333) \$	(4 252) \$	(3 083) \$
Charges financières nettes	1 677	1 596	1 056	904	524	431	540	675
Amortissements	4 853	5 220	4 282	2 940	2 176	2 318	2 292	2 033
Charge (recouvrement) d'impôt différé	39	(2)	(1 559)	27	97	61	129	213
BAIIA ¹⁾	(51 839) \$	(14 289) \$	(16 861) \$	(17 739) \$	(19 326) \$	477 \$	(1 291) \$	(162) \$
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	1 472	1 177	1 984	1 353	1 587	869	1 404	997
Abandon de produits liés à l'offre sur demande	1 194	—	—	—	—	—	—	—
Dépréciation des actifs non financiers	46 085	—	—	—	—	—	—	—
Coûts de réorganisation et autres coûts connexes	1 160	2 477	1 293	1 812	—	—	139	—
BAIIA ajusté ¹⁾	(1 928) \$	(10 635) \$	(13 584) \$	(14 574) \$	(17 739) \$	1 346 \$	252 \$	835 \$
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	(3,8) %	(15,9) %	(18,5) %	(18,7) %	(22,4) %	1,2 %	0,3 %	0,9 %
Perte de base et diluée par action ²⁾	(0,78) \$	(0,28) \$	(0,28) \$	(0,29) \$	(0,31) \$	(0,03) \$	(0,06) \$	(0,05) \$

¹⁾ Pour une définition de ces mesures financières non conformes aux IFRS, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Paramètres et mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

²⁾ La somme de la perte par action, de base et diluée, par trimestre pourrait ne pas équivaloir à la perte nette par action, de base et diluée, depuis le début de l'exercice du fait que les chiffres ont été arrondis.

Les ventes nettes trimestrielles ont augmenté progressivement pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2021, principalement en raison de l'offre de produits et de la souplesse croissantes de la Société, ainsi que de l'incidence continue des restrictions liées à la COVID-19, qui a eu une incidence favorable sur la taille moyenne du panier et la fréquence des commandes. Par suite de la levée rapide des restrictions de confinement et de la hausse de la couverture vaccinale, les ventes nettes de Goodfood ont reculé au cours du dernier trimestre de l'exercice 2021. Les commandes hebdomadaires et le nombre de clients actifs ont augmenté tout au long du premier trimestre de l'exercice 2022 par rapport aux faibles niveaux saisonniers affichés vers la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2021 alors que les ventes nettes du premier trimestre de l'exercice 2022 ont été légèrement en deçà de celles du quatrième trimestre de l'exercice 2021, puisque la fréquence des commandes au cours du trimestre était légèrement inférieure. Les ventes nettes ont reculé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2022 en raison des quatre jours de moins au cours du trimestre par rapport au premier trimestre de l'exercice 2021 et de l'incidence saisonnière normale de la période de Noël et du jour de l'An. Les ventes nettes ont reculé au cours du troisième trimestre de l'exercice 2022 en raison d'un changement au comportement des clients attribuable aux incidences postérieures à la COVID-19 et à la conjoncture économique actuelle. Les ventes nettes du quatrième trimestre ont subi l'incidence du ralentissement saisonnier prévu associé aux mois d'été ainsi que de l'affaiblissement du contexte macroéconomique, attribuable en partie aux taux d'inflation élevés qui perdurent.

Au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2021, la hausse des amortissements relative à la comptabilisation des actifs au titre de droits d'utilisation liés aux contrats de location, nouveaux et modifiés, visant des installations et aux améliorations locatives connexes et l'augmentation de la charge liée aux paiements fondés sur des actions ont eu une incidence défavorable sur la perte nette. La perte nette pour les troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2021 a subi l'incidence défavorable de la hausse de la masse salariale et des dépenses de marketing à mesure que la Société poursuivait sa croissance et augmentait ses activités et son offre de produits partout au Canada. Par ailleurs, pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, le recul des ventes nettes a eu une incidence sur la perte nette. La perte nette s'est améliorée au premier et au deuxième trimestres de l'exercice 2022 par rapport au dernier trimestre de l'exercice 2021, du fait d'une progression robuste de la marge brute tout au long du trimestre et des économies de coûts puisque les frais de vente et charges générales et administratives ont été contrebalancés en partie par des ventes nettes moins élevées. La perte nette a augmenté au troisième trimestre de l'exercice 2022 du fait surtout de la hausse des amortissements et des coûts de réorganisation et autres coûts connexes. Enfin, la perte nette a augmenté au quatrième trimestre de l'exercice 2022 en raison des charges liées à la dépréciation des actifs non financiers et de l'abandon de produits liés à l'offre sur demande.

Pour l'exercice 2021, une diminution du BAIIA ajusté et de la marge du BAIIA ajusté trimestriels a été constatée au premier trimestre du fait de la hausse de la masse salariale et des dépenses de marketing à mesure que la Société a poursuivi sa croissance et l'accroissement de ses activités et de son offre de produits partout au Canada. Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté ont augmenté progressivement au deuxième et au troisième trimestres de l'exercice en raison surtout de la hausse des ventes nettes trimestrielles. Pour le quatrième trimestre de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté ont subi l'incidence de la diminution des ventes nettes et de la réduction de l'effet de levier d'exploitation qui en a résulté à l'égard du bénéfice net et des frais de vente et charges générales et administratives. Le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté se sont améliorés au premier et au deuxième trimestres de l'exercice 2022 par rapport au dernier trimestre de l'exercice 2021, du fait d'une progression robuste de la marge brute tout au long du trimestre et des économies de coûts puisque les frais de vente et charges générales et administratives ont été contrebalancés en partie par des ventes nettes moindres. Alors que la Société poursuit ses efforts afin d'accroître la rentabilité au moyen de ses initiatives de réorganisation, notamment le projet Blue Ocean, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté pour le troisième trimestre de l'exercice 2022 continuent de s'améliorer grâce à une marge brute plus solide pour le trimestre et à des économies de coûts, notamment au chapitre des frais de vente et charges générales et administratives, contrées en partie par un recul des ventes nettes. Au quatrième trimestre de l'exercice 2022, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté ont affiché une amélioration progressive importante, découlant à la fois de l'amélioration de la marge brute ajustée et d'une réduction des frais de vente et charges générales et administratives nécessaires pour soutenir les activités attribuable à la mise en oeuvre des initiatives relatives au projet Blue Ocean, facteurs en partie contrebalancés par une baisse des ventes nettes.

TENDANCES ET CARACTÈRE SAISONNIER DES ACTIVITÉS

Les ventes nettes et les charges sont touchées par le caractère saisonnier des activités. Au cours de la saison des Fêtes et de la saison estivale, la Société s'attend généralement à une baisse de ses ventes nettes étant donné qu'une plus haute proportion de ses clients choisit de suspendre la livraison de leur panier. La Société s'attend généralement à ce que le nombre de clients actifs soit plus modeste au cours de ces périodes. Lors des périodes de temps doux, la Société prévoit que les coûts d'emballage soient plus élevés du fait de l'emballage supplémentaire nécessaire pour maintenir la fraîcheur et la qualité de la nourriture. La Société s'attend aussi à ce que le coût des aliments subisse l'incidence favorable de la disponibilité des produits pendant les périodes au cours desquelles la température est plus clémente.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit correspond au risque que la Société subisse une perte imprévue si une autre partie à un instrument financier n'est pas en mesure de respecter ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement son exposition au risque de crédit et prend des mesures pour réduire la probabilité que cette exposition se traduise par une perte. L'exposition de la Société au risque de crédit est principalement attribuable à sa trésorerie et à ses équivalents de trésorerie de même qu'aux débiteurs et autres montants à recevoir. L'exposition maximale de la Société au risque de crédit correspond à la valeur comptable de ces actifs financiers. La direction est d'avis que ce risque de crédit est limité puisque la Société fait affaire avec de grandes institutions financières en Amérique du Nord et avec un fournisseur de traitement de paiements reconnu internationalement.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La dette à long terme et la facilité renouvelable de la Société portent intérêt à des taux variables qui sont déterminés par un taux de base établi par le prêteur, majoré d'une marge. Par conséquent, la Société est exposée à un risque de flux de trésorerie associé aux variations des taux d'intérêt attribuables à la fluctuation des taux de base du prêteur. La Société gère son risque de taux d'intérêt au moyen d'un swap de taux d'intérêt variable-fixe, qui est arrivé à échéance en novembre 2021. À ce jour, la Société n'a pas conclu de nouveau swap de taux d'intérêt. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion. Puisque les taux d'intérêt sur les débetures sont fixes, la Société n'est pas exposée au risque de taux d'intérêt sur ces instruments.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité découle de l'éventualité que la Société ne soit pas en mesure de s'acquitter de ses obligations en temps opportun ou à un coût raisonnable. La Société gère son risque de liquidité en surveillant ses besoins en matière d'exploitation. La Société prépare ses budgets et ses prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose de fonds suffisants pour s'acquitter de ses obligations.

La Société contrôle le risque associé à un manque de fonds en surveillant les flux de trésorerie prévus et réels et les dates d'échéance des passifs et engagements financiers existants, et elle gère activement son capital de façon à disposer de liquidités suffisantes pour financer ses charges générales et administratives, son fonds de roulement et ses dépenses d'investissement globales. Toutefois, la Société a conclu qu'il existe une incertitude significative quant à la capacité de la Société à poursuivre son exploitation pendant au moins les douze prochains mois afin de réaliser ses actifs et de régler ses passifs dans le cours normal des activités à mesure qu'ils arrivent à échéance.

Afin de remédier à ces incertitudes, la Société s'appuiera sur ses initiatives relatives au projet Blue Ocean, une révision de son exploitation et de l'ensemble de ses opérations pour réaliser des gains d'efficacité, dégager de nouveau un BAIIA ajusté positif au premier semestre de 2023 et afin de jeter les bases qui permettront de générer des flux de trésorerie positifs et une croissance rentable à long terme, et elle négociera les modalités d'une convention relative à la facilité de crédit révisée avec ses prêteurs. Rien ne garantit que la Société réussira à dégager des résultats positifs. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Base de présentation » du présent rapport de gestion.

RISQUE D'ENTREPRISE

Il y a lieu de consulter la notice annuelle de la Société pour la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022 et le prospectus simplifié définitif de la Société daté du 4 février 2022 que l'on retrouve sur le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com pour une analyse plus poussée des facteurs de risque d'entreprise.

ARRANGEMENTS HORS BILAN, OBLIGATIONS CONTRACTUELLES ET AUTRES ENGAGEMENTS

Le tableau suivant présente les montants dus aux échéances contractuelles des passifs financiers, y compris les paiements d'intérêts estimés, pour la période de 52 semaines à l'étude :

	Valeur comptable totale	Flux de trésorerie contractuels	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	27 104 \$	27 104 \$	27 104 \$	– \$	– \$
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	11 743	12 086	12 086	–	–
Débiteures, composante passif	27 469	45 220	2 282	42 938	–
Obligations découlant de contrats de location, y compris la tranche à court terme	69 209	79 773	11 024	40 807	27 942
Obligations contractuelles liées à des achats et à des services	–	9 626	9 236	390	–
	135 525 \$	173 809 \$	61 732 \$	84 135 \$	27 942 \$

Au 3 septembre 2022, la Société n'a aucun arrangement hors bilan qui a ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence actuelle ou future sur sa situation financière, les variations des ventes nettes et des charges, les résultats d'exploitation, la situation de trésorerie, les dépenses d'investissement ou les sources de financement d'importance.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, les créditeurs et charges à payer, la dette à long terme et les débiteures.

POLITIQUE EN MATIÈRE D'INVESTISSEMENT

La Société investit son excédent de trésorerie dans des placements comportant diverses échéances et qui sont choisis en fonction du calendrier prévu des placements ou des dépenses devant être engagées pour les activités poursuivies.

CLAUSES RESTRICTIVES DE NATURE FINANCIÈRE

Comme il en est question à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion, la Société a obtenu une facilité de crédit garantie qui comprend des clauses restrictives de nature financière pouvant limiter la capacité de la Société de conclure des transactions ou de saisir des

opportunités d'affaires. À la clôture du quatrième trimestre de l'exercice 2022, la Société ne respectait pas ces clauses restrictives de nature financière. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir une analyse des manquements aux clauses restrictives.

PARTIES LIÉES

PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants de la Société ont l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la Société et comprennent l'équipe de direction et le conseil d'administration de la Société. Le chef de la direction et le président et chef de l'exploitation sont des membres du conseil de la Société. Le chef de la direction est également le président du conseil.

Le tableau suivant présente la rémunération des principaux dirigeants comptabilisée dans la perte nette :

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les périodes de 52 semaines closes les	3 septembre 2022	31 août 2021
Salaires, jetons et autres avantages à court terme	1 983 \$	2 661 \$
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	2 931	1 594

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les administrateurs et les principaux dirigeants, les membres de leur famille et les sociétés sur lesquelles ils exercent une influence ou un contrôle important. Dans le cadre de l'émission de débentures de 2022, 415 débentures ont été achetées par des membres du Conseil et principaux dirigeants au prix de 1 000 \$ la débenture. Ces transactions ont été comptabilisées au montant de la contrepartie versée tel qu'il a été établi et convenu par les parties liées.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La Société a mis en place un régime d'options sur actions (le « régime d'options sur actions ») afin d'attirer et de retenir les membres du personnel, les consultants, les administrateurs et les dirigeants. Le régime prévoit l'attribution d'options visant l'achat d'actions ordinaires. À tout moment, le nombre d'options sur actions réservées en vue de leur émission équivaut à 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société, diminué de toutes les actions réservées pour émission aux termes du régime d'unités d'actions restreintes. Selon le régime, les droits liés aux options sont généralement acquis sur une période de trois ou quatre ans et expirent huit ans après la date d'attribution.

La Société a mis en place un régime d'unités d'actions restreintes (le « régime d'unités d'actions restreintes ») afin d'attirer et de retenir les membres du personnel, les dirigeants et les administrateurs. Le régime prévoit un nombre maximal d'actions ordinaires disponibles et réservées pour émission qui correspond à 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation de la Société, diminué de toutes les actions réservées pour émission aux termes du régime d'options sur actions. Selon le régime, les droits liés aux unités d'actions restreintes sont généralement acquis sur une période de trois ans.

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

Aux	1 ^{er} décembre 2022	3 septembre 2022	31 août 2021
Actions ordinaires en circulation ¹⁾	75 474 962	75 233 027	74 718 045
Débetures en cours ²⁾	7 505 957	7 550 638	1 457 872
Options sur actions en circulation	3 058 789	3 262 799	3 174 309
Options sur actions exerçables	1 973 515	1 865 747	1 112 432
Unités d'actions restreintes en cours	1 641 141	2 000 716	625 491

¹⁾ Au 1^{er} décembre 2022 et au 3 septembre 2022, 227 765 et 171 829 actions ordinaires (70 498 actions ordinaires au 31 août 2021) détenues en fiducie par l'entremise du régime d'achat d'actions pour les employés ont été prises en compte dans les actions ordinaires en circulation.

²⁾ Au 1^{er} décembre 2022 et au 3 septembre 2022, 35 278 et 35 488 débetures (6 852 débetures au 31 août 2021) étaient en cours et pouvaient être converties en 7 501 584 et 7 547 236 actions ordinaires de la Société, respectivement, au prix de conversion de 4,70 \$. Il y a lieu de se reporter au paragraphe « Dette » de la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion.

UTILISATION DU PRODUIT TIRÉ DES APPELS PUBLICS À L'ÉPARGNE**APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE DE FÉVRIER 2021**

Le 24 février 2021, la Société a réalisé un appel public à l'épargne et a émis 4 800 000 actions ordinaires pour un produit net de 57,2 millions de dollars.

Le tableau qui suit compare l'utilisation du produit estimée figurant dans le prospectus simplifié définitif de la Société daté du 17 février 2021 avec l'utilisation du produit réelle au 3 septembre 2022.

(en milliers de dollars canadiens)

	Utilisation du produit réelle	Utilisation du produit estimée	Écart
Dépenses d'investissement pour ajouter des capacités de livraison le même jour (y compris des technologies de traitement des commandes et de l'équipement d'automatisation) ¹⁾	35 166 \$	40 000 \$	(4 834) \$
Fins générales de l'entreprise	22 033	17 305	4 728
Solde au 3 septembre 2022	–	s. o.	–
Total du produit net	57 199	57 305	(106)
Frais d'émission d'actions	2 801	2 695	106
Produit brut	60 000 \$	60 000 \$	– \$

¹⁾ Les projets d'investissement comprennent les améliorations locatives, les mobilier et agencements, le matériel et l'outillage ainsi que les paiements au titre de la location à l'égard des nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation et les coûts liés à nos accords d'infonuagique.

APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE DE FÉVRIER 2022 VISANT DES DÉBENTURES CONVERTIBLES

Le 11 février 2022, la Société a réalisé un appel public à l'épargne dans le cadre duquel elle a émis 30 millions de dollars de débentures convertibles pour un produit net de 28 millions de dollars.

Le tableau qui suit compare l'utilisation du produit estimée figurant dans le prospectus simplifié définitif de la Société daté du 4 février 2022 avec l'utilisation du produit réelle au 3 septembre 2022. En raison de l'annulation du service Goodfood Sur Demande et de la fermeture de tous ses micro-centres de distribution dans le cadre des initiatives relatives au projet Blue Ocean, la Société n'investira plus dans des dépenses d'investissement pour ses micro-centres de distribution. À l'avenir, la Société utilisera le produit de cet appel public à l'épargne aux fins générales de l'entreprise, y compris les contrats de location et les initiatives relatives au projet Blue Ocean.

(en milliers de dollars canadiens)

	Utilisation du produit réelle	Utilisation du produit estimée	Écart
Dépenses d'investissement liées aux micro-centres de distribution	1 049 \$	9 500 \$	(8 451) \$
Coûts de démarrage liés aux micro-centres de distribution, y compris les contrats de location ¹⁾	2 830	9 500	(6 670)
Fins générales de l'entreprise	5 760	9 223	(3 463)
Tranche restante au 3 septembre 2022	18 423	s. o.	18 423
Total du produit net	28 062	28 223	(161)
Frais d'émission de débentures	1 938	1 777	161
Produit brut	30 000 \$	30 000 \$	– \$

¹⁾ Les coûts de démarrage comprennent les coûts engagés avant le lancement d'un micro-centre de distribution ainsi que les frais liés à l'ouverture et à l'amélioration des micro-centres de distribution.

INFORMATION SECTORIELLE

La Société n'a qu'un secteur isolable étant donné que ses principales activités s'articulent autour du développement et de la prestation de service sur le marché des prêts-à-cuisiner et les produits d'épicerie complémentaires en ligne.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDE

Depuis sa constitution en personne morale, la Société n'a versé aucun dividende sur ses actions ordinaires. La Société a pour politique de conserver le bénéfice futur pour assurer le financement de sa croissance. Il revient uniquement au conseil de la Société de déterminer si des dividendes devraient être versés dans l'avenir et cette décision sera tributaire de la situation financière de la Société, de ses résultats d'exploitation, de ses besoins futurs en capitaux et d'autres facteurs que le conseil jugerait pertinents.

JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES IMPORTANTS

L'établissement des états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des ventes nettes et des charges et des notes y afférentes. L'incertitude à propos de ces hypothèses et estimations pourrait faire en sorte qu'un ajustement important doive être apporté à la valeur comptable des actifs ou des passifs dans les périodes futures. Ces hypothèses et ces estimations sont passées en revue régulièrement. Les révisions des estimations comptables sont constatées dans l'exercice au cours duquel les estimations sont révisées ainsi qu'au cours des exercices futurs touchés par ces révisions.

Les principaux jugements, estimations et hypothèses de la Société sont présentés ci-après :

1 CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET INCERTITUDES

La pandémie de COVID-19 a eu une incidence sur l'exploitation et les opérations de Goodfood et a contraint les autorités gouvernementales à imposer différentes restrictions. En tant que service essentiel au Canada, Goodfood a poursuivi ses activités durant la pandémie et a mis en place des protocoles de sécurité améliorés dans ses installations afin d'assurer la sécurité de son personnel. La Société a profité d'une croissance accélérée de la demande pendant la pandémie, laquelle s'est stabilisée au cours des derniers trimestres de l'exercice 2021. La pression sur les chaînes d'approvisionnement et sur les niveaux de stocks, l'augmentation des coûts opérationnels, ainsi que les perturbations et la pénurie de main-d'œuvre pourraient s'accroître en fonction de la durée et de la gravité de la pandémie et des modifications apportées à la réglementation gouvernementale à laquelle l'industrie de Goodfood est assujettie. L'ampleur, la durée et la gravité de la pandémie de COVID-19 ainsi que les conditions économiques réelles sont difficiles à prévoir et pourraient avoir une incidence sur les estimations et jugements critiques utilisés pour l'établissement des états financiers consolidés de la Société.

2 JUGEMENTS CRITIQUES

Dépréciation des actifs non courants

Chaque date de clôture, la direction évalue si les immobilisations corporelles, les actifs au titre de droits d'utilisation et les immobilisations incorporelles présentent des indicateurs de dépréciation. Pour les fins de son analyse, la direction se base sur son jugement en tenant compte des facteurs tels que l'environnement économique et le marché dans lequel évolue la Société, les prévisions budgétaires ainsi que l'obsolescence physique.

Durée des contrats

Lors de la comptabilisation d'un contrat de location, la Société évalue la durée du contrat de location selon les conditions du contrat de location et détermine si elle exercera les options de renouvellement au terme de sa durée. Les options de renouvellement ne sont incluses dans la durée du contrat de location que si la direction a la certitude raisonnable de le renouveler. Ce jugement critique pourrait avoir une incidence sur la situation financière de la Société si la durée des contrats de location est réévaluée de manière différente.

3 PRINCIPALES SOURCES D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

Dépréciations des actifs non financiers

Pour l'évaluation de la dépréciation, la direction estime la valeur recouvrable de chaque actif ou UGT. La direction a estimé la valeur recouvrable des UGT selon la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la juste valeur diminuée des coûts de sortie. La valeur d'utilité repose sur les flux de trésorerie futurs attendus. Pour évaluer les flux de trésorerie futurs attendus, la direction pose des hypothèses clés au sujet des avantages économiques futurs, lesquels sont liés aux événements et circonstances futurs. L'incertitude à l'égard des estimations est liée aux hypothèses relatives aux avantages économiques futurs et à l'application d'un taux d'actualisation approprié. Pour évaluer la juste valeur diminuée des coûts de sortie, la direction pose des hypothèses clés à l'égard des justes valeurs attendues et des coûts de sortie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, ce qui pourrait entraîner des ajustements importants aux actifs à long terme de la Société au cours des périodes de présentations ultérieures.

Évaluation des ventes nettes

Les ventes nettes sont présentées déduction faite des remboursements, des incitatifs à la vente et des crédits, y compris les crédits de référence. Les montants des crédits sont estimés en fonction de l'historique et de l'expérience de la Société au titre du pourcentage d'utilisation de ces crédits. Le passif estimatif correspondant des crédits est inclus dans les produits différés.

Impôt différé

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les autres différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables à l'égard desquels ces attributs fiscaux pourront être réalisés. La direction doit faire preuve de beaucoup de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé qui peut être comptabilisé, en fonction du moment où les bénéfices imposables futurs seront réalisés et de leur montant ainsi que des stratégies de planification fiscale futures. La Société a déterminé qu'il n'est pas probable à ce jour que les actifs d'impôt différé pour les pertes fiscales reportées en avant et d'autres différences temporaires seront réalisées et elle a comptabilisé les actifs d'impôt différé qu'à concurrence des passifs d'impôt différé comptabilisés.

Contrats de location

Taux d'actualisation

Pour déterminer la valeur comptable des actifs au titre de droits d'utilisation et des obligations découlant de contrats de location, la Société utilise généralement son taux d'emprunt marginal puisque souvent, les taux implicites ne peuvent pas être déterminés facilement du fait que l'information à l'égard de la juste valeur des actifs sous-jacents et des coûts directs engagés par le bailleur au titre des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location a été déterminé à la date de début du contrat.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

NOUVELLES NORMES ET NORMES MODIFIÉES ADOPTÉES PAR LA SOCIÉTÉ

Aucun changement de méthodes comptables n'a été adopté au cours de la période de 52 semaines close le 3 septembre 2022.

NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

Modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*

En janvier 2020, l'IASB a publié des modifications à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, qui visent à clarifier le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants (les « modifications de 2020 »). Aux fins du classement des passifs non courants, les modifications ont éliminé l'obligation selon laquelle le droit de différer le règlement ou le transfert d'un passif pour au moins douze mois doit être inconditionnel. Le droit doit plutôt être substantiel et exister à la date de clôture. Les modifications de 2020 s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 3 septembre 2023. Les modifications de 2020 peuvent faire l'objet de développements futurs et en novembre 2021, l'IASB a proposé de reporter l'entrée en vigueur des modifications de 2020 à une date qui ne serait pas antérieure au 1^{er} janvier 2024. La Société évalue actuellement l'incidence de la modification sur ses états financiers consolidés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Conformément au Règlement 52-109, *Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, la Société a produit des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière (les « dirigeants signataires ») qui, entre autres choses, font un rapport sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») ainsi que sur la conception et l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF »).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La Société a conçu des CPCI qui visent à fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants la concernant sont portés à l'attention des dirigeants signataires et que l'information devant être fournie par la Société aux fins du respect des obligations d'information continue est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation canadienne en valeurs mobilières applicable.

Sous la supervision des dirigeants signataires, la direction a évalué l'efficacité des CPCI et, d'après cette évaluation, les dirigeants signataires ont conclu que les CPCI de la Société étaient efficaces au 3 septembre 2022.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les dirigeants signataires ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des CIIF afin de fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS. Au moment de concevoir et d'apprécier les contrôles internes, il faut tenir compte du fait que, en raison de ses limites intrinsèques, un système de contrôle, quelle que soit la qualité de sa conception et de son fonctionnement, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés sont atteints et peut ne pas être en mesure de prévenir ou de détecter des inexactitudes.

Le cadre de contrôle utilisé dans la conception des CIIF de la Société est fondé sur les critères énoncés par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission dans sa publication *Internal Control – Integrated Framework* (cadre de 2013).

Sous la supervision des dirigeants signataires, la direction a évalué l'efficacité des CIIF et, d'après cette évaluation, les dirigeants signataires ont conclu que les CIIF de la Société étaient efficaces au 3 septembre 2022.

Au cours de l'exercice 2022, aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu une incidence importante, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante, sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.